

# La démocratie économique: une notion redevenue d'actualité?

Richard Hyman

«Désormais, il sera impossible de faire comme s'il ne s'était rien passé» – telle a été la réaction unanime des syndicats face à la crise mondiale. Pendant un certain temps, au début de 2009, la légitimité du capitalisme a été elle-même remise en cause dans certains milieux dont on n'attendait pas une telle attitude. En mai 2009, la confédération syndicale allemande, la Deutscher Gewerkschaftsbund, a organisé un «congrès du capitalisme» – en utilisant des termes qui étaient tabous pendant des années – et son président a averti qu'il y aurait des troubles sociaux à moins que les emplois ne soient mieux protégés. L'un de ses dirigeants, Claus Matecki, a insisté sur le fait qu'il était important de parler de capitalisme plutôt que d'employer l'expression conventionnelle mais creuse de *Soziale Marktwirtschaft* (économie de marché sociale), car c'était seulement ainsi que les syndicalistes pouvaient souligner clairement que l'ordre économique existant était historiquement contingent et fondé sur une inégalité fondamentale entre les travailleurs et les employeurs<sup>1</sup>. Or, il n'y a pas eu de suite.

Deux contradictions familières et conjuguées de l'action syndicale étaient manifestes dans toute l'Europe. L'une était le dilemme de l'opposition entre les impératifs à court terme et les objectifs à long terme. L'objectif était-il de négocier avec ceux qui détenaient le pouvoir politique et économique afin de limiter les dégâts, et peut-être d'obtenir que le capitalisme financier soit plus strictement réglementé; ou bien de conduire un mouvement d'opposition en faveur d'un autre ordre socio-économique?

Pour reprendre les mots d'un responsable syndical socialiste belge, «la situation n'est vraiment pas simple pour les organisations syndicales. L'analyse de la crise n'est pas compliquée: le néolibéralisme est en panne. La difficulté est qu'aujourd'hui le discours ne suffit plus. Il est facile de dire: nous devons modifier l'équilibre des forces. Mais cela ne nous dit pas comment procéder ... Nos membres attendent de nous que nous nous préoccupions de leurs intérêts immédiats».

La deuxième contradiction venait du fait que la crise économique était mondiale et que l'action syndicale est essentiellement d'une nature nationale, voire infranationale. Les organisations syndicales internationales ont produit des analyses pleines de pertinence et des revendications progressistes, mais leur impact sur la pratique

quotidienne des syndicats au niveau du terrain a été nul. De fait, la réaction dominante a été de défendre et de renforcer la compétitivité, c'est-à-dire la lutte entre les pays, entre les lieux de travail, qui a intensifié les pressions négatives sur les salaires et les conditions de travail.

À ces deux contradictions, il faut ajouter la perte d'une certaine idée d'un autre ordre socio-économique possible. En réalité, le «socialisme existant» avait discrédité l'idée du communisme bien avant la chute du mur de Berlin. De même, la démocratie sociale a abandonné la lutte en faveur d'un nouvel ordre social face aux difficultés économiques, en entreprenant de négocier des concessions avec le capital multinational et les institutions financières internationales. Les syndicalistes du centre-gauche en sont venus à s'opposer au «nouveau capitalisme surpuissant» des fonds spéculatifs, au démantèlement des actifs, à la spéculation financière et aux primes faramineuses. La solution, semblait-il, était de s'employer à rétablir le capitalisme ancien: le mouvement syndical devait «devenir un champion des bonnes pratiques entrepreneuriales, des relations décentes avec des employeurs décents tout en menant une lutte sans merci contre les spéculateurs»<sup>2</sup>.

Alors la crise a-t-elle effectivement été une occasion perdue? Il se peut qu'un moyen de relier une défense de court terme (et probablement inefficace) à un combat pour un

**Le défi primordial est de créer un mouvement en faveur d'une plus grande démocratisation de l'économie**

autre monde du travail soit d'accorder une attention renouvelée à la notion de démocratie économique. Sur les deux dernières années, il y a eu de nombreux débats sur les lacunes des systèmes de gouvernance des entreprises, en particulier parce que la libéralisation des transactions financières mondiales a fait de la «valeur actionnariale» l'objectif prioritaire des entreprises, même dans les économies de marché «coordonnées»<sup>3</sup>. Mais la solution ne saurait être un simple remède technocratique d'ordre réglementaire; ce qu'il faut, c'est un contrôle démocratique du capital. Avec le choc de la crise, certains dirigeants syndicaux en sont venus à reconnaître que le défi primordial est de créer un mouvement en faveur d'une plus grande démocratisation de l'économie et de nouveaux liens entre différents niveaux de réglementation et différentes préoccupations en matière de réglementation.

Des systèmes de «codétermination», qui prévoient des droits de représentation collective par l'intermédiaire des comités d'entreprise, et, dans certains pays, une représentation des employés aux conseils d'administration sont institutionnalisés dans une bonne partie de l'Europe. Les dispositions de ce type procèdent de l'idée que l'entreprise n'est pas la simple propriété privée des actionnaires, parce que les employés sont eux-mêmes des «parties prenantes» ayant un intérêt légitime à en orienter les objectifs et les politiques. Mais, même dans les systèmes de comités d'entreprise les plus solidement établis, ceux-ci ont compétence principale sur les questions relatives à

l'emploi qui se posent uniquement après que les décisions essentielles sur les investissements et la stratégie de production ont été prises: comme l'a relevé un spécialiste syndical allemand il y a une vingtaine d'années, plus la question est stratégique pour la direction de l'entreprise, et plus les pouvoirs du comité d'entreprise sont réduits<sup>4</sup>. Cela devient particulièrement problématique en période de difficultés économiques car les mécanismes de codétermination principalement établis au niveau des entreprises ou des établissements sont obligés de se plier aux impératifs de l'intensification de la concurrence mondiale, imposés de l'extérieur, et peuvent très bien être dans l'incapacité de faire plus que d'avaliser les priorités des dirigeants. Même si elles sont formellement intactes, les structures de codétermination ne constituent plus un mécanisme efficace pour faire valoir et défendre les intérêts des travailleurs<sup>5</sup>. Pour inverser cette érosion de l'efficacité, il faut que la «démocratie industrielle» soit étendue afin d'englober la stratégie d'entreprise dans son ensemble: autrement dit, il faut qu'elle soit élargie en une démocratie économique.

*Les structures de codétermination ne constituent plus un mécanisme efficace pour faire valoir et défendre les intérêts des travailleurs*

On peut trouver des éléments d'une telle stratégie dans les idées développées par Fritz Naphtali pour les syndicats allemands dans les années 1920<sup>6</sup>, qui ont eu une influence sur les mouvements syndicaux allemand et autrichien dans les années qui ont immédiatement suivi la guerre. La socialisation de l'économie était un objectif essentiel, mais il devait être atteint, non pas nécessairement et exclusivement par les nationalisations, mais par des formes de contrôle populaire plus diverses. Ces idées ont en partie inspiré les revendications des syndicats suédois dans les années 1970 en faveur de «fonds des salariés», formulées par Rudolf Meidner (un socialiste d'origine allemande)<sup>7</sup>. Cette politique consistait essentiellement à établir la propriété collective par les employés d'une partie des bénéfices générés par les bons résultats des entreprises, sous la forme d'actions détenues par des fonds contrôlés par les syndicats. On considérait que cela pouvait permettre de mieux contrôler les décisions stratégiques des grandes entreprises privées. Comme Meidner l'a lui-même concédé par la suite, il aurait été prudent, d'un point de vue politique, de formuler un ensemble de propositions plus flexibles; assurément, dans les pays où le taux de syndicalisation est bien plus bas qu'en Suède, lier le contrôle de fonds collectifs aux seuls syndicats n'est pas une stratégie viable (en particulier compte tenu des scandales passés impliquant des entreprises détenues par des syndicats en Allemagne et en Autriche). Le plan de Meidner ne pourrait pas non plus fonctionner aisément à une époque de mondialisation des marchés financiers. Néanmoins, certaines des idées qui y sont développées sont particulièrement pertinentes aujourd'hui, alors que le secteur bancaire a été sauvé par un énorme transfert de fonds publics; la démocratisation de la propriété devrait être un corollaire logique. En outre, si le mouvement syndical a fait sienne la revendication

en faveur d'une taxe sur les transactions financières, la question de sa mise en œuvre n'a guère fait l'objet de discussions. Pourquoi ne pas utiliser le produit de la taxe non pas simplement pour combler les déficits budgétaires nationaux, mais pour créer des fonds d'investissement contrôlés par le peuple, liés à une démocratisation des fonds de pension (qui sont en fait des salaires différés pour les travailleurs)? Ce sont des questions que les syndicalistes devraient certainement examiner.

Ce thème conduit à une question plus générale: quelles sont les possibilités de démocratisation économique dans l'espace ménagé entre l'État et le marché? Le mouvement syndical a une longue tradition de production et de distribution au moyen de coopératives, bien que dans beaucoup de pays ces coopératives se soient transformées il y a déjà longtemps en de simples entreprises commerciales. Mais une activité économique sous forme de coopératives à plus petite échelle a souvent permis de constituer un certain contre-pouvoir à la marchandisation de la vie sociale, en particulier dans le Sud. Signe notable d'une reconnaissance de ce rôle, l'association des femmes établies à leur propre compte (Self Employed Women's Association – SEWA) en Inde a été acceptée comme membre fondateur de la CSI<sup>8</sup>. De tels mouvements offrent-ils des enseignements pour les syndicats des économies développées? Dans le monde francophone au moins, la notion d'«économie sociale» suscite un intérêt croissant de la part de la gauche<sup>9</sup>. Une réponse imaginative à la crise devrait s'inspirer de telles idées.

La démocratie économique et le capitalisme peuvent-ils coexister? Si la dynamique centrale du capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle implique de vastes concentrations du pouvoir économique dans les mains de groupes privés sans aucune obligation de rendre des comptes – et il se peut très bien que ce soit le cas –, la réponse est clairement non. Vous pouvez très bien peler un oignon couche par couche, mais vous ne pouvez pas peler un tigre par petits bouts... Mais une simple réponse anticapitaliste à la crise ne fait pas partie des préoccupations politiques actuelles. Pour gagner sympathies et soutiens, il faut que le mouvement syndical entame une campagne d'opposition au capitalisme casino mondial qui soit liée à un ensemble crédible d'autres solutions possibles pour faire en sorte qu'il y ait une responsabilisation sociale de la vie économique. À court terme, il se peut qu'une campagne en faveur d'un «bon capitalisme» soit la seule option politiquement viable<sup>10</sup>. Pour le moment, ce dont nous avons besoin, selon l'expression de Gramsci, c'est d'une «guerre de tranchées». La notion de démocratie économique offre une vision de renforcement du pouvoir du peuple capable de revigorer le syndicalisme en tant que mouvement social et de contribuer à engager une lutte en faveur d'une économie réellement différente – une économie dans laquelle, accessoirement, les syndicats eux-mêmes seraient plus susceptibles de s'épanouir.

## Notes

- <sup>1</sup> C. Matecki: «Warum wir vom Kapitalismus reden», *Der Freitag* (26 juin 2009).
- <sup>2</sup> J. Monks: «The challenge of the new capitalism», discours du Mémorial Bevan (14 novembre 2006).
- <sup>3</sup> Voir J. Peters: «The rise of finance and the decline of organised labour in the advanced capitalist countries», *New Political Economy* (2011, vol. 16, n° 1).
- <sup>4</sup> U. Briefs: «Codetermination in the Federal Republic of Germany: An appraisal of a secular experience», dans G. Széll, P. Blyton et C. Cornforth (dir. de publication): *The State, trade unions and self-management* (Berlin, de Gruyter, 1989).
- <sup>5</sup> Voir W. Streeck: *Re-forming capitalism* (Oxford, OUP, 2009); H.-J. Urban: «Arbeitspolitik unter (Nach-) Krisenbedingungen: Gute Arbeit als Strategie», *Arbeits- und Industriosozologische Studien* (2011, vol. 4, n° 1).
- <sup>6</sup> F. Naphtali: *Wirtschaftsdemokratie: Ihr Wesen, Weg und Ziel* (Berlin, ADGB, 1928).
- <sup>7</sup> R. Meidner: *Employee investment funds: An approach to collective capital formation* (Londres, Allen & Unwin, 1978).
- <sup>8</sup> La SEWA se définit à la fois comme une organisation et un mouvement pour les travailleuses en marge de l'économie formelle. Elle possède nombre des caractéristiques d'un syndicat, d'une ONG et d'une coopérative (voir [http://www.sewa.org/About\\_Us.asp](http://www.sewa.org/About_Us.asp)).
- <sup>9</sup> J.-F. Draperi: *Comprendre l'économie sociale. Fondements et enjeux* (Paris, Dunod, 2007); J.-L. Laville (dir. de publication): *L'économie solidaire. Une perspective internationale* (Paris, Hachette, 2007).
- <sup>10</sup> S. Dullien, H. Herr et C. Kellermann: *Der gute Kapitalismus ... und was sich dafür nach der Krise ändern müsste* (Bielefeld, transcript Verlag, 2009).

Richard Hyman est professeur émérite spécialiste des relations professionnelles à la London School of Economics et fondateur-rédacteur en chef du *European Journal of Industrial Relations*. Il a beaucoup écrit sur les thèmes des relations professionnelles, de la négociation collective, du syndicalisme, des conflits du travail et de la politique relative au marché du travail. Il travaille actuellement à la rédaction d'un livre comparant les stratégies syndicales dans dix pays européens.